

PRÉFET DE LA SARTHE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
des Pays de la Loire

Nantes, le

2 AVR. 2013

Unité territoriale du Mans

Affaire suivie par : Emilie SAUSSEREAU  
emilie.saussereau@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 02 43 24 24 77 – Fax : 02 43 87 00 58  
Courriel : gs-le-mans.dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

**Objet** : Société NCI Environnement à MONTMIRAIL  
**Mots-clés** : Demande d'antériorité.

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

- |                            |   |
|----------------------------|---|
| - Raison sociale           | - NCI ENVIRONNEMENT                                 |
| - Adresse                  | - Les Vaugarniers – 72320 MONTMIRAIL                |
| - Activité                 | - Installation de stockage de déchets non dangereux |
| - Situation administrative | - Arrêté d'autorisation du 3 juin 2010              |

II – Objet de la demande

En juillet 2012, la société NCI ENVIRONNEMENT a demandé à bénéficier de l'antériorité pour continuer à recevoir des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ou non.

Elle a transmis le 12 septembre 2012 un dossier technique présentant les mesures complémentaires qu'elle comptait mettre en œuvre pour garantir le respect de l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.

Le tonnage annuel maximal de déchets non dangereux admis à l'enfouissement est de 65 000 t (depuis le 01/01/2013). Les déchets d'amiante liés sont, quant à eux, stockés dans un casier spécifique, situé au nord-est du site, dans la limite de 3 500 t/an.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, l'arrêté ministériel du 12 mars 2012 prévoit que les déchets contenant de l'amiante soient obligatoirement stockés dans des casiers dédiés d'installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) pour les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité ou dans des installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) pour les autres déchets d'amiante. Ces déchets ne sont plus acceptés dans les installations de stockage de déchets inertes (ISDI).

L'exploitant sollicite l'autorisation de stocker les déchets suivants :

- 08 01 17\* : déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses (peinture intègre avec support contenant de l'amiante)
- 08 04 09\* : déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses (mastics bitumineux ou enduit de protection enlevé avec support contenant de l'amiante)
- 16 02 12\* : équipements mis au rebut contenant de l'amiante libre (clapets coupe feu intègres, joint plat avec support)
- 17 01 06\* : mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses – amiante notamment
- 17 02 04\* : bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances (dalles vinyle ou revêtement de sol avec sous couche amiantée)
- 17 03 01\* : bitume sans goudron ou shingle sur support amianté
- 17 06 05\* : déchets d'amiante liés à des matériaux inertes

### **III – Analyse de l'inspection des installations classées**

#### III – 1 – Bénéfice d'antériorité

L'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Montmirail, lieu dit « Les Vaugarniers » est autorisée depuis 1979. Le dernier arrêté préfectoral de ce centre de stockage date du 3 juin 2010. L'exploitation actuelle est autorisée à hauteur de 75 000 t/an jusqu'au 31/12/2012 et 65 000 t/an au-delà. La capacité d'enfouissement d'amiante liée autorisée est de 3 500 t/an.

La société NCI Environnement a demandé à bénéficier de l'antériorité pour continuer à recevoir l'ensemble des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ou non ayant conservé leur intégrité.

Ce changement ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement. Le stockage de déchets d'amiante liés à un matériau non inertes devra cependant être conforme à l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.

Il convient donc de modifier l'arrêté d'autorisation du 3 juin 2010 et notamment :

- l'article 2 est modifié pour pouvoir intégrer clairement, dans les déchets admissibles dans l'installation de stockage, les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ou non ayant conservé leur intégrité ;
- l'article 18 sur les conditions spécifiques de stockage des déchets d'amiante liés est supprimé et remplacé par un titre 3 bis fixant les dispositions spécifiques au stockage de déchets contenant de l'amiante qu'ils soient liés à des matériaux inertes ou non. Ce titre reprend les dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2002 applicables aux déchets d'amiante, et notamment :
  - la procédure d'acceptation préalable d'un déchet,
  - les vérifications à effectuer à l'arrivée des déchets sur le site,

- les critères d'implantation,
- les critères de sélection des casiers amiante,
- les critères de conception et d'aménagement,
- ...

### III – 2 – Liste des déchets admis sur le site

Le projet d'arrêté complémentaire fixe la liste des déchets dangereux d'amiante autorisés à être stockés sur le site. L'exploitant avait demandé l'autorisation de stocker les déchets suivants :

- 08 01 17\* : déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses (peinture intègre avec support contenant de l'amiante)
- 08 04 09\* : déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses (mastics bitumineux ou enduit de protection enlevé avec support contenant de l'amiante)
- 16 02 12\* : équipements mis au rebut contenant de l'amiante libre (clapets coupe feu intègres, joint plat avec support)
- 17 01 06\* : mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses – amiante notamment
- 17 02 04\* : bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances (dalles vinyle ou revêtement de sol avec sous couche amiantée)
- 17 03 01\* : bitume sans goudron ou shingle sur support amianté
- 17 06 05\* : matériaux de construction contenant de l'amiante.

L'inspection des installations classées propose de ne pas reprendre la totalité de cette liste de déchets dangereux dans le projet d'arrêté préfectoral mais uniquement le code 17 06 05\*. En effet, les autres déchets listés ci-dessus peuvent posséder des propriétés de dangers liées à des substances dangereuses autres que l'amiante.

Le bénéfice d'antériorité ne pouvant être obtenu que pour une activité déjà autorisée, seuls les déchets de matériaux contenant de l'amiante lié à un support inerte ou non, le matériau conservant son intégrité peuvent être admis (cf. définition de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 réglementant les installations de stockage de déchets non dangereux avant la modification introduite par l'arrêté ministériel du 12 mars 2012).

### III – 3 – Tonnage d'amiante autorisé

La société NCI Environnement est autorisée pour une capacité d'enfouissement de déchets d'amiante lié de 3 500 t/an dans son arrêté du 3 juin 2010.

Afin de créer une offre de filière pour la récupération des matériaux amiantés des anciens bâtiments agricoles, il est proposé d'augmenter la capacité d'enfouissement maximale autorisée à 7 000 t/an, en maintenant une capacité moyenne de 3 500 tonnes/an. Ce changement ne constitue donc pas une modification substantielle au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

Si cette filière se développe de manière importante et qu'une augmentation de tonnage conséquente est nécessaire, une nouvelle procédure de demande d'autorisation devra être engagée par l'exploitant.

### III – 4 – Barrière passive

L'article 13 de l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux impose que « Le niveau de sécurité passive est constitué soit du terrain naturel en l'état, soit du terrain naturel remanié d'épaisseur minimum 5 mètres. La perméabilité de cette formation géologique est inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s. Dans le cas où une proportion faible de mesures ne respecterait pas cette seconde valeur,

l'aptitude de la formation géologique à remplir le rôle de barrière sera précisée par une étude spécifique ». De plus, cet article précise que « le cas échéant, cette barrière passive peut être reconstituée artificiellement avec des matériaux remaniés ». Une étude doit alors montrer que la barrière reconstituée répondra à des exigences de perméabilité et d'épaisseur dont l'effet combiné, en termes de protection des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface, est au moins équivalent à celui résultant des exigences précitées.

Dans son dossier, l'exploitant propose une barrière passive équivalente : 1,5 m de matériaux argileux traités à la bentonite permettant d'assurer une perméabilité de  $1.10^{-10}$  m/s au lieu des 5 m à  $1.10^{-9}$  m/s sur la base d'une étude de 2007 réalisée par la société SAUNIER montrant que les sols en place n'offrent pas les valeurs répondant aux objectifs de barrière passive définis dans l'arrêté ministériel précité.

De plus, d'après les éléments transmis par l'exploitant, les cotes moyennes de la nappe, sur la parcelle 222 concernée par le stockage des déchets d'amiante lié, sont comprises entre 136.6 et 138 m NGF. Or le point bas du casier est fixé à 141 m NGF.

Par conséquent, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées une tierce expertise démontrant le respect des dispositions relatives à la mise en place de la barrière passive du casier concerné, avant la réalisation des travaux correspondants. Cette prescription est reprise dans l'article 18bis.2 du projet d'arrêté joint au présent rapport.

#### IV – Propositions

Au vu des éléments précités, la demande formulée par le CSDND de Montmirail ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R.512-33 du code de l'environnement. Il convient cependant de réglementer le stockage de ces déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ou non ayant conservé leur intégrité au travers de l'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

L'inspection des installations classées propose au préfet de la Sarthe de soumettre cette affaire à l'avis des membres du CODERST de la Sarthe sur la base du projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

La chef du service des risques naturels et technologiques



Estelle SANDRE-CHARDONNAL

L'inspecteur des installations classées

par intérim  
G. Lépoux  
Emilie SAUSSEREAU

